Document generated on 05/19/2025 10:18 a.m.

Études internationales

Bernard, Jean-Paul, *Les Rouges – Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*, préface de Fernand Dumont, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1971, 394 p.

André Vachet

Volume 3, Number 4, 1972

URI: https://id.erudit.org/iderudit/700250ar
DOI: https://doi.org/10.7202/700250ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Vachet, A. (1972). Review of [Bernard, Jean-Paul, *Les Rouges – Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*, préface de Fernand Dumont, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1971, 394 p.] *Études internationales*, *3*(4), 559–561. https://doi.org/10.7202/700250ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1972

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

plique les raisons avancées par le gouvernement et les réactions des différents groupes politiques.

La seconde partie du livre est consacrée au conflit économique entre le Canada et l'Union soviétique. Les premiers plans quinquennaux provoquèrent des craintes parmi les pays industrialisés qui voyaient poindre à l'horizon la menace de l'exportation soviétique. Le blé soviétique expédié en France et en Italie en 1930 alarma les exportateurs canadiens. L'envoi au Canada d'anthracite en provenance d'URSS fut un autre objet d'inquiétude et de protestation. L'auteur décrit les péripéties du conflit qui aboutit à un embargo des produits soviétiques en 1931, et les forces économiques qui entrèrent en jeu pour lever l'embargo. L'influence de l'Internationale communiste sur les activités du parti communiste du Canada fait l'objet d'une analyse rapide.

Balawyder montre, en conclusion, qu'une intégration dans le contexte général de l'évolution du sentiment et de la conscience nationale au Canada est indispensable pour comprendre l'histoire des relations canadiennes-soviétiques entre les deux guerres. À l'échelle internationale, ces relations reflètent un degré d'indépendance de plus en plus grand du Canada à l'égard de la Grande-Bretagne, à partir de 1928.

Cette première étude brosse un tableau d'ensemble où l'auteur essaie de garder une attitude objective, et se contente de laisser parler les faits et de citer les opinions opposées. Par ailleurs les points litigieux ou douteux de certaines accusations des gouvernements canadien et britannique à l'égard des activités des délégations soviétiques se trouveraient placées dans une autre optique si un aperçu des relations entre les gouvernements après 1945 avait été donné. Tel quel, le livre, écrit dans un style attrayant, sera lu non seulement par les historiens mais aussi par le public qui s'intéresse à un sujet qui permet de mieux comprendre l'actualité, en la plaçant dans une perspective historique.

O. STANEK

Géographie,
Université de Sherbrooke.

BERNARD, Jean-Paul, *Les Rouges — Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle,* préface de Fernand Dumont, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1971, 394p.

D'autres plus compétents que l'auteur de cette recension ont dit tout le bien qu'il faut penser de l'ouvrage de Jean-Paul Bernard en tant qu'analyse historique. Il s'agit là, de toute évidence, d'une excellente étude d'un mouvement trop méconnu dans notre histoire plus complexe que ne l'ont voulu l'enseignement officiel et les utilisations démagogiques qu'on en a faites. Avec raison on a insisté sur les qualités de pénétration, d'objectivité, de prudence scientifique qui résistent aux simplifications abusives, etc. Il sera donc permis de ne pas reprendre l'illustration de ces qualités, même de délaisser l'analyse historique comme telle pour porter plutôt l'attention sur les éléments qui tiennent à l'analyse idéologique.

En effet, si le « rougisme » fut un mouvement politique et social, il fut peut-être tout autant une manifestation bien marquée d'idéologie, peut-être même la première idéologie aussi structurée et élaborée. D'ailleurs, le medium d'expression du mouvement — les journaux — et une propension bien marquée à la dispute verbale favorisaient la formulation idéologique. Pas étonnant alors qu'une étude historique du mouvement soit aussi une analyse idéologique, ce que révèle précisément le sous-titre de l'ouvrage de Jean-Paul Bernard : *Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme.*

Or au Québec, trois thèmes, trois pôles — la tradition, la nation et la religion — ont toujours et comme nécessairement déterminé le développement et l'affirmation des idéologies. Toute expression idéologique a dû établir simultanément un rapport positif ou négatif avec chacun de ces pôles, et la qualité de ces rapports en détermine le contenu et l'orientation. C'est ce qui inspire l'analyse de l'auteur quand il écrit : « il faut non seulement faire l'inventaire des thèmes qui ont été exploités par les Rouges, mais il faut aussi étudier la cohérence de ces thèmes et voir quels liens existent entre le radicalisme politique, l'anticléricalisme et le nationalisme » (p. 6). Il y a là le signe d'une compréhension profonde et concrète de l'idéologie des Rouges qui permet non seulement d'en retracer les divers éléments mais d'en reconstituer l'ensemble même si l'auteur ne s'y applique pas spécifiquement.

Mais si l'on veut préciser la structure de l'idéologie des Rouges et en trouver la clef

explicative, il faut sans doute privilégier le thème de la nation, thème omniprésent dans leurs écrits comme le fait ressortir Jean-Paul Bernard. Héritiers des Patriotes, la nation devait être au centre de leurs préoccupations, mais justement à cause de leurs origines, la nation, comme au début de la Révolution française où s'en formule la théorie n'est pas tant un forme, un acquis à défendre, qu'un contenu à créer. La nation est un possible et un avenir plus qu'un passé à conserver. Pour les Rouges, la nation ne conduit pas au nationalisme, mais à la modernisation ; même s'ils n'ont pas toujours explicité ce rapport, ils ont évité d'identifier la conscience nationale et le nationalisme ainsi qu'on l'a fait trop souvent. Plus encore ils ont évité de croire, comme on aura tendance de le faire pendant près d'un siècle après eux, que le nationalisme puisse tenir lieu de conscience nationale (p. 12).

Or c'est cette conscience qui exige de s'articuler dans un projet politique puisque la nation est elle-même nécessairement projet. C'est ainsi, par exemple, que les Rouges entendent « favoriser le développement de la nationalité 'par la rénovation démocratique' » (p. 52), et qu'il est impossible pour eux de « sacrifier le libéralisme au nationalisme » (p. 260). C'est aussi ce qui explique mieux que l'illogisme, ou même le désespoir comme le prétend Jean-Paul Bernard, l'idée de l'annexion aux États-Unis (pp. 71-72), car il s'agit là, faux calcul sans doute, d'assurer la réalisation de la nation. Mais poser la nation comme projet, projet politique, c'est s'engager dans une lutte pour le pouvoir, mais sans s'y confondre puisque le pouvoir reçoit une finalité qui le dépasse, précisément la nation à construire, et qui fait cesser la lutte dès que cette finalité est menacée. « La logique de la situation, écrit Jean-Paul Bernard, c'est que d'une part, existait une lutte interne pour le pouvoir dans la société canadienne-française et que d'autre part, les groupes en conflit faisaient la paix quand la nation canadienne-française était menacée de l'extérieur » (p. 213). Mieux que quiconque avant eux, les Rouges ont compris « la confusion entre l'ordre politique et l'ordre national, entre le principe démocratique et le principe des nationalités » (p. 40). C'est ce qui explique presque toujours leur position politique et surtout le sens et les limites de leur libéralisme ou de leur anticléricalisme.

On peut reprocher à Jean-Paul Bernard de ne pas définir le libéralisme des Rouges, de ne pas remarquer que le libéralisme ne semble pas avoir d'expression économique explicite si l'on excepte quelques articles du programme politique. Il se résume dans une formulation assez voisine de celle du XVIIIe siècle du principe de la tolérance, du principe du progrès, et de la défense des droits et libertés — spécialement liberté de conscience et de presse. Progressistes ou libéraux le sont-ils par leur appel à l'autorité de l'État ? par leurs critiques des « institutions qui échappaient au contrôle public, qui leur paraissaient trop cléricales et trop conservatrices » ? (p. 128) On pourrait mieux résumer leur libéralisme en invoquant leur opposition à toute domination, celle de la tradition ou du passé, celle des Britanniques et celle du clergé (pp. 88 et 140). S'expliquerait alors qu'il s'agisse d'un libéralisme articulé exclusivement sur le plan politique, latent au plan philosophique et non formulé au plan économique. Mais c'est revenir surtout au projet politique de la nation à créer qui refuse tout conservatisme.

L'anticléricalisme des Rouges semble avoir une même base qui l'oriente et le limite. Il faut d'abord l'entendre au sens précis de la critique des manifestations concrètes de l'intervention du clergé dans la vie politique et sociale, surtout en tant que cette intervention est conservatrice. La critique du clergé, quand elle se situe au-delà des inimitiés personnelles et des conflits de personnalité (v.g. Dessaules–Raymond), est la critique d'un pouvoir conservateur. Malgré les attaques virulentes de certains membres du clergé, attaques souvent personnelles plutôt que théoriques, malgré que certains des chefs des Rouges aient été manifestement athées ou agnostiques, on découvrirait difficilement une critique radicale de la religion en tant que telle ou même du clergé dans son action spirituelle. Même à l'occasion, « il arrive aux Rouges de souligner . . . que la religion fait partie de la nationalité et que le clergé remplit un rôle national » (p. 212). Il serait faux de croire qu'il s'agit là de pure stratégie. Non, tout au plus pouvons-nous y voir une persistance d'idées du XVIIIe siècle sur l'utilité sociale de la religion (Locke, Voltaire). Ainsi, le clergé est condamné chaque fois que son action est perçue comme une tentative de réduire les possibilités de la nation, de la fixer dans l'acquis et le passé ; il est reconnu et défendu dès que son action est

vue comme contribution au développement de la nationalité (p. 213).

Ce n'est donc pas trop simplifier que de voir dans le thème de la nation la clef de l'idéologie des Rouges, comme le fait implicitement Jean-Paul Bernard. Ce n'est pas exagéré que d'y voir aussi une forme d'expression de la conscience nationale qui a introduit dans l'histoire une « alternative idéologique véritable » avec sa définition de la société canadienne-française et sa stratégie de développement (p. 320). On doit reconnaître le mérite de Jean-Paul Bernard qui a décrit sereinement cette aventure qu'un siècle d'unanimité a contribué à effacer de la mémoire collective.

Ce livre contribue à l'effort des dernières années pour reconstituer notre histoire idéologique. Déjà les monographies importantes s'accumulent. Mais demeurent deux tâches aussi urgentes que difficiles. D'une part, on connaît mal ou peu les groupes et les classes qui se sont donné une expression idéologique, c'est dire que notre *histoire sociale* reste à faire ; d'autres part, le nombre des monographies laisse entière la tâche d'une nécessaire synthèse contribuant à nous situer et à nous révéler dans une continuité qui ouvre sur un projet qui soit réellement d'ici . . .

André VACHET

Science politique,
Université d'Ottawa.

BLALOCK, H. M., Jr. (ed.), *Causal Models in the Social Sciences,* Aldine-Atherton, Chicago–New York, 1971, 515p.

Voilà un volume intéressant. H. M. Blalock, professeur de sociologie à l'Université de Seattle a eu l'idée de regrouper vingt-sept articles, dont huit jusque-là inédits, traitant de corrélations et de causalité en sciences sociales. Ses volumes précédents traitaient essentiellement de méthodologie, mais il avait également consacré l'un deux aux relations raciales.

Ce volume portant sur les paradigmes de la causalité, l'éditeur le décrit, en page couverture, comme la première vue d'ensemble interdisciplinaire de la question. La plupart des articles sont rédigés par des économistes et des sociologues, et Blalock, en introduction, souligne l'approche différente des uns et des autres. Quelques articles sont cependant rédigés par des psychologues et des biologistes, mais aucun par un politicologue. Le volume est divisé en quatre grandes parties, allant des modèles les plus simples aux plus « compliqués » (pour reprendre le terme même de l'auteur), en passant par les techniques des équations simultanées et l'approche causale de la mesure d'erreur. On y retrouve les caractéristiques habituelles de ce type de volumes : les articles les plus fondamentaux ont déjà été lus et relus, il contient des répétitions, chaque auteur se sentant obligé de débuter son article en remontant au déluge, et on n'y trouve pas de conclusion, sous quelque forme que ce soit.

La lecture de ces cinq cents pages n'en demeure pas moins fascinante. Les articles rédigés par des économistes, où tout est posé en symboles mathématiques, alternent bien avec les hypothèses émises par les sociologues. Les passages théoriques font place, au bon moment, aux exemples tirés de la réalité sociale. Qu'il y ait corrélation ne signifie pas qu'il existe des liens de causalité, nous rappelle-t-on dans le premier chapitre, mais on s'aperçoit rapidement que l'on peut connaître les chances statistiques qu'il s'en trouve effectivement dans des situations théoriques précises. Un article de Blalock lui-même intéresse particulièrement les politicologues, celui consacré aux corrélations entre les attitudes politiques des électeurs et la façon de leur député de voter à l'Assemblée (chap. 8). On réussit alors à « standardiser » le cœfficient de corrélation, à mesurer ainsi le « taux » de causalité puisque les deux « populations » analysées sont closes.

Plus on a acquis de connaissances et plus le paradigme se raffine (chap. 24 à 27). Si, à la fin, on ne réussit bien sûr pas à prédire l'avenir, on en arrive à isoler les différentes variables et à préciser les chances statistiques que l'une ou l'autre influence la décision. En somme, malgré ses défauts, voilà un volume très stimulant.

Jacques BENJAMIN

Science politique,
Université de Montréal.

DEBRAY, Regis, *Strategy for Revolution,* New York, Monthly Review Press, 1971, 255p.

L'évolution des idées politiques du révolutionnaire français Régis Debray ressemble